

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Dechire-entre-deux-dirigeants>

Déchiré entre deux dirigeants

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : mercredi 4 septembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Paraguay, pays de six millions d'habitants où semblent confluer tous les maux de l'Amérique latine, traverse une période mouvementée avec un gouvernement dont la légitimité est contestée et une économie frappée par la crise minant ses voisins.

Par Florence Panoussian

« Le président aurait dû s'en aller depuis longtemps. Sa politique économique ne sert à rien », affirme le vice-président Julio César Franco, leader du Parti libéral radical authentique (PLRA), ouvertement opposé au chef de l'État, Luis Gonzalez Macchi, du Parti Colorado au pouvoir depuis 60 ans.

« Moi j'ai été élu par le peuple », a déclaré à l'AFP M. Franco, désigné par les urnes en août 2000. M. Gonzalez Macchi, ex-président du Sénat, a lui été nommé pour terminer au 15 août 2003 le mandat de Raul Cubas, accusé d'être impliqué dans l'assassinat de son propre vice-président Luis Maria Argana en 1999, et aujourd'hui emprisonné.

Un tel exécutif bicéphale, où chacun regarde dans une direction opposée contrairement aux tandems habituels sous d'autres latitudes, n'est que l'un des paradoxes du Paraguay où la campagne pour les élections générales du 27 avril 2003 bat déjà son plein.

Doté d'un climat subtropical favorisant une végétation luxuriante, de gigantesques pâturages où paissent d'innombrables têtes de bétail et d'un exceptionnel réseau hydrographique, ce pays semble béni des dieux. Mais enclavé entre l'Argentine, le Brésil et la Bolivie - l'écrivain Augusto Roa Bastos le décrit comme « une île entourée de terres » - il garde les stigmates d'une histoire jalonnée de coups d'État et de dictatures, dont celle d'Alfredo Stroessner, la plus longue du continent (1954-89).

Le Paraguay compte 33,9% de pauvres, 17% de sa population active est au chômage et autant en sous-emploi. L'inflation a frôlé les 13% en juillet et la monnaie, le guarani, s'est dépréciée de plus de 30% cette année, alors que le gouvernement tente de faire adopter un plan d'austérité, requis par le Fonds monétaire international (FMI) pour l'octroi d'un prêt de 200 millions de dollars.

Il figure en outre en tête des pays les plus corrompus d'Amérique latine et parmi les cinq premiers du monde dans le rapport annuel de l'organisation indépendante Transparency International publié la semaine dernière.

Le fléau n'épargne pas les sphères du pouvoir : le président lui-même a été accusé d'avoir détourné 16 millions de dollars de la Banque centrale et roulait dans une voiture volée jusqu'à ce que le scandale éclate l'an dernier.

« C'est un corrompu », assène M. Franco, qui dit appuyer « toutes les manifestations de l'opposition, même si elles sont oviédistes », du nom des partisans de l'ex-général Lino Oviedo, condamné à 10 ans de prison pour un coup d'État en 1996, soupçonné d'une tentative de putsch en mai 2000 et encore réfugié au Brésil.

L'opposition, regroupée au sein du Front patriotique national, comprenant notamment le PLRA et l'Union nationale des citoyens éthiques (Unace) dirigée par Oviedo, a appelé à manifester mardi pour la troisième fois en moins de deux mois. La première manifestation, le 15 juillet, avait fait deux morts.

« La victoire du Parti Colorado est en péril » en raison de « la migration d'environ 13% de ses membres vers l'oviédisme », estime Francisco Capri, analyste de First analisis y estudios, citant un récent sondage selon lequel «

une alliance du Parti libéral et de l'Unace les place à un point au dessus du Parti Colorado ».

Mais Oviedo ne pouvant être candidat et n'ayant encore désigné personne pour le représenter, le président du Parti Colorado, Nicanor Duarte Frutos, est donné favori.

« Nous devons récupérer la nation, qui est divisée et désespérée », reconnaît M. Frutos, toutefois confiant : « J'applaudis à l'éventuelle alliance des libéraux et des oviédistes. Notre victoire n'en sera que plus savoureuse ».

Post-scriptum :

Agence France-Presse, Asuncion, Le lundi 2 septembre 2002